

<p align="center">RAPPORT DE LA PRESIDENTE du jury du concours d'éducateur de jeunes enfants session 2006</p>
--

I- LES PRINCIPAUX CHIFFRES

SESSION	POSTES	ADMIS A CONCOURIR	Proportion de candidats de province	PRESENTS à l'écrit (absentéisme)	Présents / poste	ADMISSIBLES (seuil)	PRESENTS à l'oral	ADMIS (seuil)
2000	140	230	29%	206 (10,50%)	1,47	170 (8,00)	154	127 (10,00)
2001	110	314	46%	273 (13,06%)	2,48	134 (9,5)	124	104 (10,00)
2002	110	377	47%	337 (11%)	3,06	175 (10,50)	166	110 (11,50)
2003	150	511	62%	433 15%	2,89	231 (9,00)	227	148 (12,00)
2004	170	480	57%	402 16,25%	2,36	237 (9,00)	231	170 (11,17)
2005	200	469	45%	379 19,19 %	1,90	260 (9,00)	254	200 (10,50)
2006	150	485	52%	408 15,88%	2,72	219 (9,00)	216	150 (11,33)

Ce concours se caractérise par une stabilisation du nombre de candidats et le maintien d'une forte proportion de candidats de province (51,5% des inscrits).

Une baisse de l'absentéisme se traduit par une légère augmentation du nombre de candidats présents, au regard des deux sessions précédentes.

La diminution du nombre de postes ouverts au concours rend la session 2006 nettement plus sélective que la précédente, avec près de trois candidats présents pour un poste.

123 candidats (25,36% des inscrits) déclarent avoir suivi une préparation au concours assurée par le Centre national de la fonction publique territoriale (C.N.F.P.T), 6 au CNED, et 15 une "autre formation", 132 candidats indiquant, en outre, qu'ils se sont préparés personnellement. 209 candidats (43,09%) mentionnent qu'ils ne sont pas formés.

II- LES RESULTATS DE L'EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

Les notes s'échelonnent de 0 à 19,00 (de 0,50 à 18,50 en 2005).

Tous les indicateurs traduisent une **baisse du niveau** par rapport aux deux sessions précédentes :

- la moyenne de l'épreuve : 9,39 (10,48 en 2005, 9,96 en 2004, 9,01 en 2003) ;
- le nombre de notes éliminatoires : 17 candidats (4,17% des présents) obtiennent une note éliminatoire contre 9 (2,37%) en 2005 ; ils étaient toutefois 35 (8,71%) en 2004 ;
- le nombre de notes égales ou supérieures à 10 : 180 soit 44,12% (contre 57,70% des présents en 2005 et 49% en 2004) ;
- le nombre de notes égales ou supérieures à 12 : 116 soit 28,43% (contre 36% en 2005 et 32% en 2004).

Rupture d'anonymat :

Une candidate, malgré les consignes écrites sur le sujet et rappelées à l'oral par trois fois a mentionné ses nom et prénom dans le "timbre" de sa copie.

Celle-ci est donc annulée. A des fins pédagogiques, le courrier lui communiquant sa note indiquera la cause de l'annulation.

Fixation du seuil d'admissibilité :

L'application traditionnelle du ratio de 1,5 candidat admissible pour 1 poste se traduirait compte tenu des 150 postes à pourvoir par 225 admissibles, soit un seuil à 8,50. 17 candidats ayant obtenu cette

même note de 8,50, 236 candidats seraient alors admissibles (1,57 candidat pour 1 poste). Le jury estime le niveau des candidats qui ont obtenu la note de 8,50 insuffisant pour devenir admissibles.

A noter qu'aux sessions précédentes, le seuil d'admissibilité n'a jamais été inférieur à 9,00, sauf en 2000 (8,00), où le jury avait pris en compte la réforme du concours (introduction d'une épreuve écrite d'admissibilité : le rapport à partir d'un dossier) et l'impréparation des candidats à cette nouvelle épreuve. En 2003, 2004 et 2005, le seuil d'admissibilité a été de 9,00.

Soulignons qu'avec 1,3 admissible (à 9,00) pour 1 poste en 2005, tous les postes avaient été pourvus avec un seuil d'admission à 10,50.

Au vu de ces éléments et compte tenu des observations des membres du jury qui ont corrigé l'épreuve, le jury décide de fixer le seuil d'admissibilité à **9,00** sur 20,00 et de rend ainsi admissibles **219 candidats**, soit 1,46 candidat pour 1 poste.

58 des 219 admissibles (26,85%) ont déclaré avoir bénéficié d'une préparation assurée par le CNFPT.

Placée en 299^{ème} position avec une note de 7,00, la candidate dont la copie a été annulée pour rupture d'anonymat n'était pas en position d'être admissible.

III- LES RESULTATS DE L'EPREUVE ORALE D'ADMISSION

216 candidats sur les 219 admissibles se sont présentés à l'oral, soit un taux d'absentéisme de 1,37 %, inférieur à celui de la session précédente (2,31%).

La palette des notes a été largement utilisée, puisque les notes s'échelonnent de 2 à 20.

Un niveau en légère baisse :

La moyenne s'établit à 12,66, inférieure à celles de 2005 (13,38) et de 2004 (13,51).

162 candidats obtiennent une note égale ou supérieure à 10, soit 75% des présents (79% en 2005).

Parmi les 35 candidats admissibles avec une note de 9,00 à l'écrit (seuil d'admissibilité) et présents à l'oral, 3 obtiennent une moyenne générale supérieure à 14,00, 23 (soit 65,7%) une moyenne générale égale ou supérieure à 10.

On observe à l'inverse des "contre-performances" à l'oral, notamment celles de 4 candidats qui avaient obtenu la note de 14,00 à l'écrit et n'ont que 7,00 à l'oral.

Fixation du seuil d'admission :

Le jury fixe ce seuil à **11,33** et pourvoit ainsi les **150 postes** ouverts au concours.

Tous les candidats admis ont obtenu au moins 9,00 à l'écrit (seuil d'admissibilité) et 10,00 à l'oral, à l'exception d'un seul candidat qui n'a obtenu que 9,50 à l'oral.

17 des 35 admissibles avec la note de 9,00 sont admis.

IV- EVALUATION FINALE

L'écrit :

Le jury fait observer que le sujet de l'épreuve écrite, tant par son thème (la bientraitance des enfants), que par sa longueur (16 pages), la nature et le nombre des documents au dossier (cinq) était bien adapté au niveau d'exigence du concours.

Nombre de candidats ont abusivement restreint le sujet à la bientraitance alors que l'analyse de celle-ci et des moyens de la prévenir ou d'y mettre fin requerrait une utilisation des informations au dossier sur la maltraitance. Certains n'ont pas pris la mesure de la maltraitance institutionnelle et se sont limités à une analyse de la relation adulte-enfant.

De plus, trop de candidats méconnaissent encore la nature de l'épreuve et se laissent aller à dissenter longuement à partir d'informations au dossier, en mobilisant des connaissances personnelles ou en faisant référence à leurs propres expériences. Les copies ainsi conçues ne sont parfois pas dénuées d'intérêt, mais elles ne répondent pas à l'exigence d'une rédaction synthétique à l'aide des seuls éléments du dossier.

Des correcteurs ont également souligné que certains candidats s'abandonnaient à de longs développements justifiant la maltraitance par la longueur des journées de travail, le non-remplacement des agents absents, etc.

Les trois membres du jury qui se sont livrés à la correction d'une partie des copies se disent surpris par le faible niveau de certains candidats pourtant diplômés.

L'oral :

Il convient de souligner la pertinence du guide d'entretien mis à disposition des jurys, dont les annales corrigées publiées à la Documentation française rappellent les principaux axes.

Les examinateurs sont nombreux à relever le manque de connaissances des candidats sur le cadre institutionnel dans lequel ils sont appelés à exercer.

Pour conclure, l'expertise du centre de gestion en matière d'organisation des concours a permis un déroulement sans faille qui mérite d'être souligné.

La Présidente du jury

Marie-Christine DAVID

directrice de l'Ecole de formation psycho-pédagogique